

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 20 juin 2024

Selon l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI), l'économie mexicaine aurait enregistré une croissance de 1,6 % g.a. au T1 2024.

LE CHIFFRE A RETENIR

1,6 %

Croissance du PIB
mexicain au T1 2024

La consommation privée et l'investissement auraient respectivement contribué à hauteur de 2,5 et 2 points de pourcentage (pp) à la croissance économique.

Par ailleurs, si la consommation représente 71 % du PIB, l'investissement aurait représenté 24 % du PIB au T1 2024 (contre 25 % au T4 2023). Cette perte de dynamisme serait notamment due à la baisse de l'investissement public (-0,1 % g.t. au T1 2024, après 8 trimestres d'expansion), laquelle devrait se poursuivre puisque le prochain gouvernement s'est fixé l'objectif de réduire le déficit budgétaire à 3 % du PIB.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le Conseil de Coordination des Entreprises (CCE ; équivalent du MEDEF) a indiqué que le secteur privé, représentant à la fois des entreprises mexicaines et internationales, engagerait de nouveaux investissements à hauteur de 42 Mds USD en guise de soutien à la présidente élue ce 2 juin Claudia Sheinbaum. Ces investissements seraient répartis entre plusieurs entreprises dont (i) *Mexico Pacific* (15 Mds USD) ; (ii) *FEMSA* (9 Mds USD) ; (iii) *Iberdrola* (5 Mds USD) et *TransCanada* (4,5 Mds USD).

Suite à son élection, la future présidente Claudia Sheinbaum, a annoncé 6 des ministres qu'elle a désignés pour composer son futur gouvernement. Ont ainsi été nommés : (i) Marcelo Ebrard (ministre de l'économie, ancien ministre des relations extérieures durant le mandat du président actuel AMLO) ; (ii) Rosaura Ruiz (ministre des sciences, humanités, de la technologie et l'innovation, ancien Conacyt) ; (iii) Juan Ramon de la Fuente (ministre des relations extérieures, ancien ambassadeur du Mexique à l'ONU) ; (iv) Alicia Barcena (ministre de l'environnement et des ressources naturelles) ; (v) Julio Berdegué Sacristan (ministre de l'agriculture et du développement rural) et (vi) Ernestina Godoy Ramos (conseillère juridique). Le 27 juin sera annoncée l'identité de 6 autres ministres du cabinet de Sheinbaum.

Au T1 2024, les exportations agri-pêches et agro-industrielles mexicaines auraient atteint 19,4 Mds USD, en hausse de 9 % g.a. Ce montant s'explique par le dynamisme de la demande mondiale notamment en termes de bière, tequila, mezcal et avocats. Les exportations de bière auraient atteint 2,2 Mds USD, soit une hausse de 19 % g.a. au T1 2024. Quant à l'avocat, les exportations auraient augmenté de 20 % g.a. sur la période. Par ailleurs, le Mexique aurait importé des produits agroalimentaires pour un montant de 15,6 Mds USD, soit une hausse de 3 % g.a. au T1 2024. Au total, la balance commerciale agroalimentaire enregistrerait un excédent de 3,9 Mds USD sur cette période.

Entre janvier et avril 2024, 19 M de touristes internationaux auraient voyagé au Mexique selon l'INEGI, soit une augmentation de 25 % g.a. Ce chiffre représenterait la meilleure performance du pays depuis 2020.

Finances publiques

En avril 2024, le service de la dette extérieure aurait diminué de 16,4 % g.a., soit la plus forte diminution sur la dernière décennie selon le Ministère des Finances (SHCP). A ce titre, le gouvernement mexicain aurait consacré 5,5 Mds EUR sur la période janvier à avril 2024 pour le coût de la dette en devise. Par ailleurs, le service de la dette contractée en peso aurait augmenté de 11,5 % g.a. de janvier à avril 2024, représentant

12 Mds EUR dépensés. Enfin, le solde historique des besoins d'emprunt du secteur public (SHRFSP), la mesure la plus large de la dette, se serait établi à 78 Mds EUR soit une augmentation de 6 % g.a. sur cette même période.

Entre janvier et avril 2024, les dépenses publiques consacrées à l'investissement physique auraient augmenté de 27,7 % g.a., selon le Ministère des Finances (SHCP). Au total, les dépenses en investissement physique auraient atteint 17 Mds EUR sur la période. Plus précisément dans le domaine des transports, le gouvernement aurait dépensé 4 Mds EUR, soit 23 % de l'investissement physique total réalisé sur la période. En comparaison trimestrielle, ce montant représenterait une hausse de 115 %, tirée par la volonté d'achever les projets d'infrastructures tels que le Train Maya et l'isthme de Tehuantepec. Si les organisations internationales recommandent des dépenses publiques en investissement physique à hauteur de 5 et 6 % du PIB, le Mexique y consacrerait 2,8 % de son PIB fin 2023.

Sur les 4 premiers mois de 2024, le coût financier de la dette de Pemex, entreprise nationale de pétrole, aurait diminué de 29 % g.a. selon le Ministère des Finances (SHCP). Si 2 Mds EUR ont été consacrés au paiement des intérêts, commissions et autres coûts liés aux crédits de l'entreprise sur la période, cette baisse serait la plus forte depuis 2011. Cette diminution serait due notamment à des opérations de refinancement du Ministère des Finances, ce dernier octroyant des obligations d'Etat à l'entreprise laquelle les monétise sur le marché financier.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 20/06/2024
Bourse (IPC)	0,66%	-1,92%	53323,37 points
Change MXN/USD	-1,71%	+6,9%	18,43
Change MXN/EUR	-2,27%	+4,97%	19,80
Prix du baril mexicain	0,96%	+14,90%	73,33

Amérique centrale

Costa Rica

Le Conseil d'Administration du FMI a conclu la sixième et dernière revue du mécanisme élargi de crédit (MEDC) en faveur du Costa Rica, autorisant un décaissement de 272 M USD, faisant porter le total des décaissements au titre du mécanisme à 1,6 Md USD. Le FMI a salué les différents programmes de réformes menés sur les dernières années, notamment en matière d'assainissement des comptes publics. Le rapport défend aussi les dynamiques positives en matière de croissance économique (5,1 % en 2023), de maîtrise de l'inflation et des indicateurs liés aux niveaux de pauvreté, de salaires dans le secteur privé et d'emploi formel.

Le Conseil d'Administration du FMI a également achevé la troisième et dernière revue de l'accord conclu avec le Costa Rica au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), permettant de débloquer les 243 M USD restants sur l'enveloppe de 730 M USD. Ces fonds seraient destinés à soutenir le programme de lutte contre le changement climatique du Costa Rica. Le Costa Rica était le premier pays membre à bénéficier d'un accord au titre du FRD.

Le représentant de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) a annoncé la mise en place d'un prêt de 144 M USD au Ministère des Travaux publics et des Transports (MOPT) afin de travailler en faveur de la connexion de 78 municipalités en améliorant le réseau routier. Ce financement fait partie du programme de réseau routier cantonal approuvé en août 2011. L'argent injecté serait directement géré par les municipalités et le Conseil national des routes. Les routes cantonales représenteraient 82 % du réseau routier du pays et, sur ce pourcentage, 70 % des surfaces ne seraient actuellement pas revêtues.

Selon l'Institut Costaricien du Tourisme (ICT), le pays aurait accueilli 1,6 M de visiteurs par voie aérienne entre novembre 2023 et avril 2024. Ces résultats constituent le plus haut niveau de touristes enregistrés par le pays au cours d'une saison touristique. Le précédent record datait de l'année précédant la pandémie, où, sur cette période, 1,4 M de touristes avaient visité le pays en arrivant par voie aérienne.

El Salvador

La Banque Mondiale prévoirait une croissance économique de 3,2 % g.a. pour 2024. Les investissements privé et public devraient respectivement atteindre 7,2 Mds USD et 791 M USD. Cette révision à la hausse, suite à une prévision de croissance de 2,3 % g.a. en janvier 2024, s'accorde avec celles du FMI et de la Commission Economique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL).

Les exportations de café auraient chuté de 35 % g.a. au cours de la récolte 2023 - 2024.

Selon l'Institut salvadorien du café (ISC), les recettes d'exportation se seraient élevées à 47 M USD, contre 72 M USD lors de la récolte précédente. Le volume cumulé vendu à l'étranger aurait également diminué de 31 % g.a., passant de 323 081 quintaux à 221 671. Le champignon de la rouille et la crise climatique seraient les principales causes de cette baisse.

Guatemala

Le Guatemala affronterait actuellement une triple crise logistique. Exploitant plus de 60 % du fret conteneurisé transitant dans les ports du Pacifique, les activités d'*APM Terminals* pourraient être suspendues suite à la déclaration d'un tribunal administratif de nullité des contrats. De plus son concurrent, Puerto Quetzal, spécialisé dans les marchandises en vrac, aurait actuellement un délai d'attente dépassant les 12 jours. La suspension des activités du premier aggraverait les retards que subit le second. Le troisième problème est la fermeture de l'autoroute *Palín-Escuintla* en raison d'un effondrement de la voie. Route clé pour l'entrée et la sortie des marchandises dans le pays ainsi que pour leur distribution dans les différents départements, 22 000 poids lourds y circuleraient chaque jour.

Le tourisme médical aurait rapporté plus d'1,6 Md USD au pays en 2023. Selon *Agexport*, le secteur connaîtrait depuis une demi décennie une augmentation continue de 11 % g.a. chaque année. Bénéficiant d'un système de santé privé reconnu et de prix compétitifs, 10 000 emplois directs et 40 000 emplois indirects proviendraient de ce secteur.

Le gouvernement aurait présenté un portefeuille de 54 projets dans le but d'attirer des IDE à hauteur de 2,7 Mds USD sur 4 ans. Dans le cadre de sa Stratégie Nationale d'Attraction d'IDE, le ministère de l'économie aurait annoncé des projets dans des secteurs variés tels que l'industrie manufacturière, l'agro-industrie ou encore le commerce.

Honduras

Le déficit commercial aurait augmenté de 14,2 % g.a. au cours des quatre premiers mois de 2024, atteignant 2,5 Mds USD. Selon la Banque Centrale, les exportations auraient diminué de 3,6 % g. a. sur cette période, notamment en raison d'une contraction de 8,6 % g.a. des ventes de marchandises (en particulier le café et l'huile de palme, principaux produits exportés du pays) lesquelles représentaient 83 % des ventes à l'étranger en 2023.

Selon le COHEP, 40 % des ménages honduriens dépendraient des remesas (transferts de fonds de migrants). Selon la Banque Centrale, entre janvier et avril 2024, les envois

de fonds se seraient élevés à 2,9 Mds USD, soit 6,1 % de plus que les 2,8 Mds USD à la même période l'an dernier. La COHEP a également rappelé que, 7 honduriens sur 10 seraient en situation de pauvreté, et que 4 d'entre eux seraient dans une situation d'extrême pauvreté.

Nicaragua

Le montant des prêts et dons accordés par les bailleurs de fonds aurait chuté de plus de 83 % g.a. en 2023. Passant de 235 M USD en 2022 à 39 M USD en 2023, le Nicaragua aurait été particulièrement impacté par la rupture diplomatique avec les Pays Bas en 2022. Les financements octroyés par les Pays Bas ont en effet diminué de 120 M USD à 14 M USD entre 2022 et 2023.

Les Etats-Unis auraient sanctionné une compagnie aérienne pour avoir favorisé l'immigration clandestine avec le régime nicaraguayen. Sans donner de nom ni plus de détails, les Etats-Unis ont rappelé dans un communiqué de presse avoir déjà imposé des sanctions mi-mai à l'encontre du régime, qu'ils accusent de faire de l'immigration clandestine une activité commerciale.

Le Nicaragua et la Chine auraient inauguré la première route commerciale maritime entre les deux territoires. A l'occasion d'une cérémonie, trois navires seraient partis de Tanjin en direction du port de Corinto au Nicaragua. Cette inauguration s'inscrit dans le cadre de l'initiative chinoise de la Ceinture et de la Route de la Soie, et fait suite à la signature du traité de libre-échange entré en vigueur en janvier 2024.

Panama

Au T1 2024, la croissance économique du Panama aurait atteint 1,7 % selon l'INEC (Institut National des Statistiques et du Recensement). Ce niveau représente un fort ralentissement alors que ce taux était de 9,3 % à la même période en 2023. Les restrictions imposées sur le fonctionnement du Canal pour cause de sécheresse prolongée touchant le pays et l'arrêt de l'activité minière à la suite des manifestations de l'automne 2023 seraient en grande partie responsables de ce ralentissement.

Selon la Banque Mondiale, la croissance économique du Panama devrait atteindre 2,5 % en 2024, en dessous de la moyenne régionale attendue à 3,2 %. En comparaison, des pays tels que le Costa Rica, la République Dominicaine ou le Nicaragua atteindraient respectivement des taux de croissance de l'ordre de 3,9 % ; 5,1 % et 3,7 %.

L'Autorité du Canal de Panama a annoncé aux armateurs qu'à partir du 11 juillet, le nombre de navires pouvant transiter par jour sur le Canal passera de 32 à 33, puis de 33 à 34 à partir du 22 juillet. Depuis le 15 juin, une augmentation du tirant d'eau sur le

Canal a déjà été mise en place, de 45 à 46 pieds permettant à des navires de plus grandes dimensions de transiter par celui-ci.

Selon l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'INEC, l'inflation aurait enregistré une variation de 1,3 % en g.a en mai. Les secteurs ayant été les plus touchés par cette hausse des prix seraient les transports (+3,2 %), les biens et services (+2,7 %) et l'eau, l'électricité et le gaz (+2,5 %).

Caraïbes

Antigua-et-Barbuda

Le Premier ministre, Gaston Browne, a annoncé un plan d'investissement de 40 M USD pour revitaliser le secteur des navires de plaisance et promouvoir le patrimoine culturel d'English Harbour. Ce projet devrait associer des fonds propres et des emprunts pour effectuer des travaux de réparation des équipements actuels, moderniser les infrastructures et développer le tourisme lié à ce secteur via la création d'un parc culturel dédié à l'histoire de l'île.

Cuba

Deux nouveaux projets de loi sur les migrations et sur les étrangers seraient en discussion au Parlement cubain. Les principales nouveautés concerneraient la suppression du délai légal de perte de résidence cubaine, applicable à ceux qui seraient restés hors du territoire national plus de 24 mois, et la possibilité de renoncer à la citoyenneté cubaine. Par ailleurs, le maintien d'autres dispositions restrictives, notamment celles concernant l'interdiction de sortir du pays dans certains cas, susciteraient des réactions. Ces projets de loi, qui visent à retranscrire juridiquement la réalité cubaine, interviennent dans le contexte d'une vague migratoire sans précédent. Initiée en 2021 lorsque le Nicaragua supprime l'obligation de visa pour les cubains, l'exode continuerait de s'accélérer face à la crise économique que subit le pays.

République Dominicaine

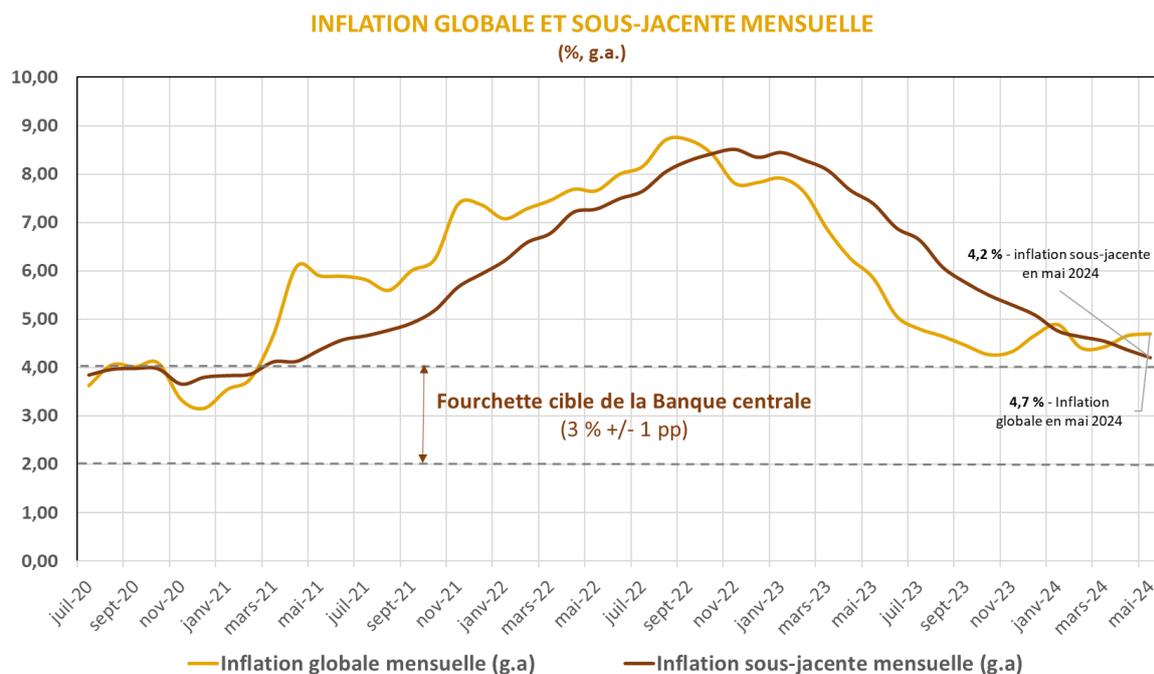
Selon la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), en 2023, plus des trois-quarts des micros, petites et moyennes entreprises (PME-PMI), auraient un statut informel (entreprises dont l'activité se réalise en marge de la législation fiscale du pays). En effet, bien que les PME-PMI auraient contribué à hauteur de 32 % au PIB en 2023, seule 15 % des PME-PMI auraient un statut formel. Par ailleurs, l'emploi généré par les PME-PMI (formelles et informelles) s'élèverait à 62 % de la population active, soit 3 M de personnes.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	11%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	5,75 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	5,00 %
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00 %
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	7,00 %
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	7,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

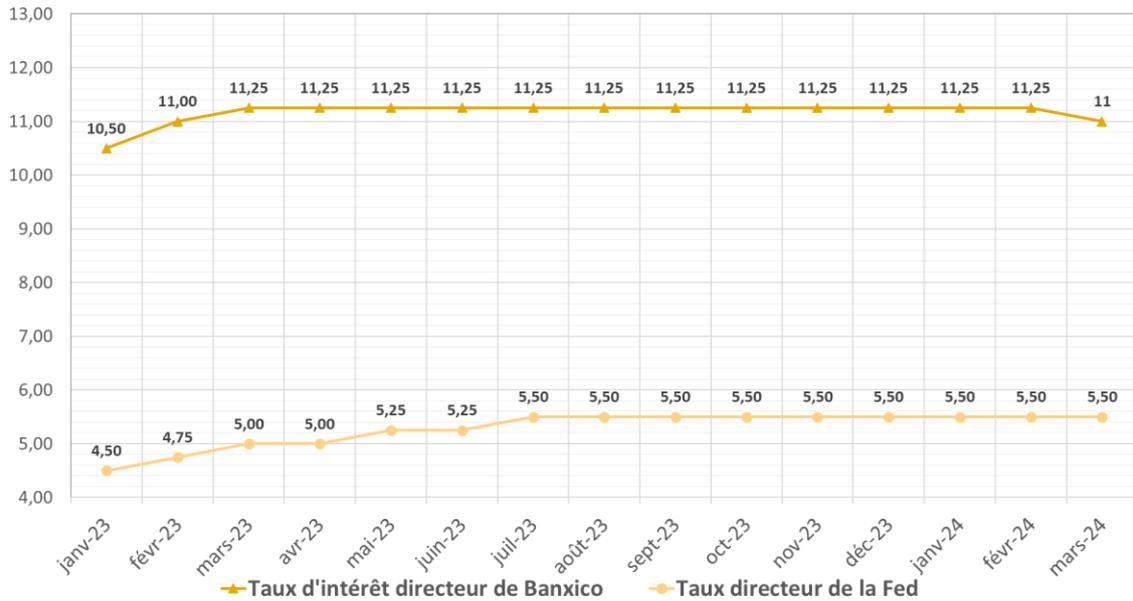
– Annexe Graphique Mexique –

Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



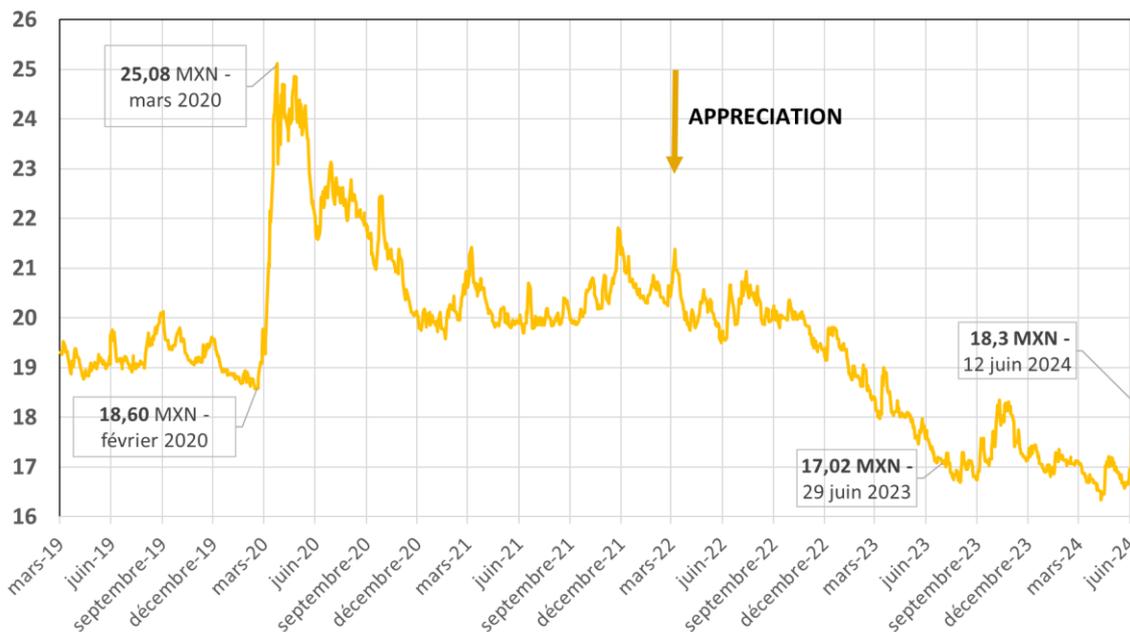
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550

Source: Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

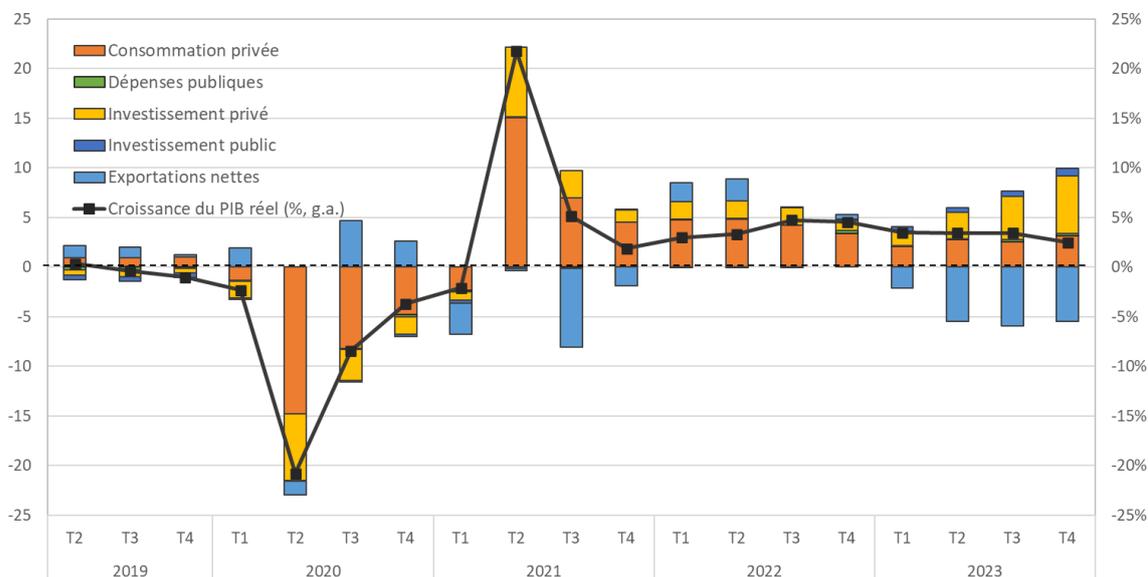
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

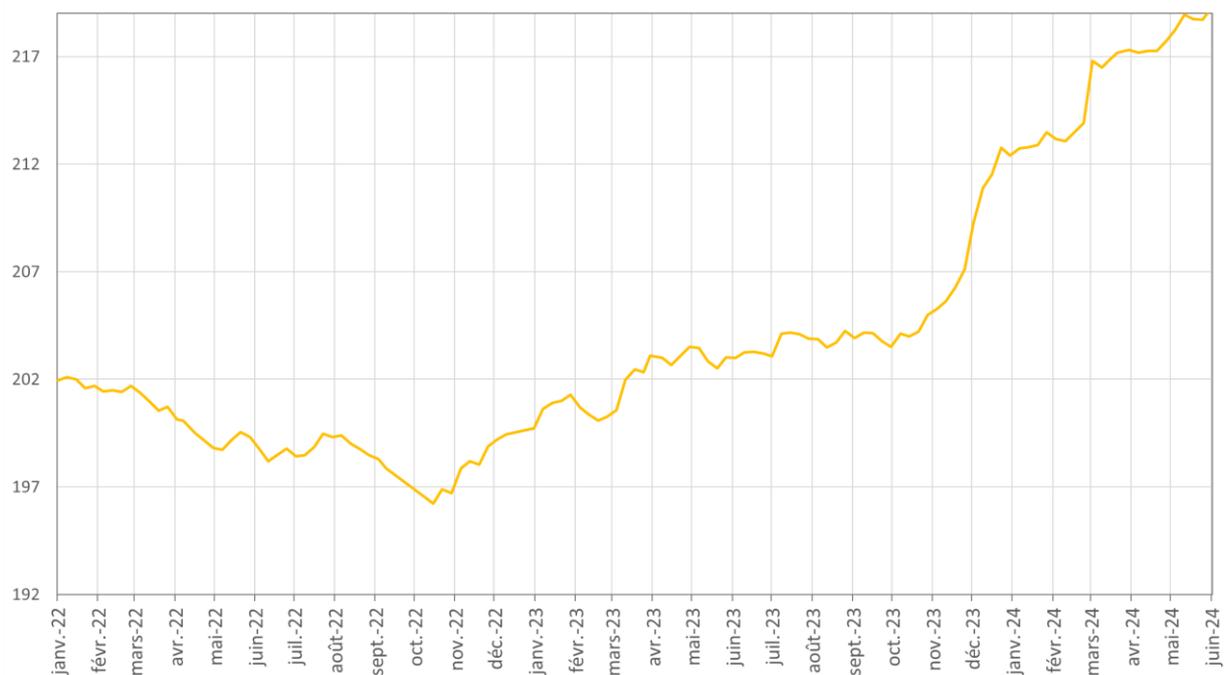
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr